



## Séance ordinaire du lundi 7 juin 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le sept juin, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

**William ARS, Christian ASSAF, Jean-François AUDRIN, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Eliane LLORET, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Jean-Luc SAVY, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .**

**Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :**

**Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Florence AUBY, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Laurent JAOU, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI.**

**Absent(es) / Excusé(es) :**

**Geniès BALAZUN, Serge DESSEIGNE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Séverine MONIN, Philippe SAUREL**

## **Aménagement durable - Tramway - Ligne 5 - Mise en compatibilité des documents d'urbanisme dans le cadre de la réalisation de la Ligne 5 - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009, puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades-le-Lez.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer, au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par délibération n°11192 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de la Ligne 5 sur le tronçon Lavérune-Clapiers, ainsi que les dossiers d'enquête liés à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées, et à solliciter de Monsieur le Préfet l'ouverture des enquêtes publiques nécessaires.

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du tronçon Lavérune-Clapiers de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway permettant le bouclage de la Ligne 4 et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme s'est tenue du 10 avril 2013 au 13 mai 2013.

La Commission d'enquête a remis à Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, son rapport et ses conclusions le 28 juin 2013.

Par délibération n° 11737 du 25 juillet 2013, la Métropole a pris acte des conclusions et des recommandations de la Commission d'enquête, a approuvé le projet modifié au vu de l'enquête publique, déclaré l'intérêt général du projet de réalisation de construction du tronçon Lavérune-Clapiers de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway permettant le bouclage de la Ligne 4 et sollicité de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, le prononcé de l'arrêté d'utilité publique, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées.

Par arrêté n° 2013.I.1656 du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, a déclaré d'utilité publique le projet de réalisation du tronçon Lavérune-Clapiers de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération n°14388 du 14 décembre 2016, la Métropole a confirmé la poursuite du projet de la Ligne 5 et la nécessité d'engager des études pour revoir le tracé autour du parc Montcalm afin d'obtenir une modification de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) initiale. La DUP a été prorogée pour cinq ans par arrêté préfectoral n°2018. I.638 du 13 juin 2018.

Par délibération n°559 du 18 novembre 2019, la Métropole a approuvé le dossier d'enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique du projet de modification du tracé et sur la mise en compatibilité du plan d'urbanisme de la commune de Montpellier.

Par délibération n° 476 du 19 décembre 2019, la Ville de Montpellier a donné un avis favorable au dossier d'enquête publique préalable à la DUP modificative de la Ligne 5 de tramway et au dossier de mise en compatibilité du PLU.

Le tracé modifié emprunte la rue des Chasseurs depuis l'EAI, la route de Lavérune, le boulevard Paul Valéry, l'avenue de Vanières, la rue de Bugarel, la rue XV de France, la place de Chine, la rue Rouget de Lisle jusqu'au rond-point Paul Fajon, soit un tracé long de 3,7 km comprenant 6 stations intermédiaires, selon le plan ci-joint en annexe.

Le reste du tracé de la Ligne 5 demeure celui déclaré d'utilité publique le 28 août 2013.

Le tracé modificatif répond aux objectifs de la Ligne 5 :

- poursuivre la construction d'un réseau maillé performant de transports publics à l'échelle de l'aire métropolitaine de Montpellier afin de diminuer la dépendance automobile ;
- s'intégrer dans une stratégie urbaine globale ;
- assurer des dessertes de qualité des grands équipements notamment les établissements scolaires et de formation et les pôles d'emplois ;
- prendre en compte le désenclavement des quartiers prioritaires au titre de la Politique de la ville ;
- inscrire le réseau de tramway dans une perspective de desserte des communes périurbaines du territoire de la Métropole.

Il préserve par ailleurs le parc Montcalm, permettant ainsi à la Ville de Montpellier de l'aménager en un vaste espace vert de loisirs ouvert à la population.

Conformément aux dispositions de l'article L. 153-54 du Code de l'urbanisme qui régissent les opérations faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique et qui ne sont pas compatibles avec les dispositions d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU), Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité Monsieur le Préfet afin qu'il organise la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) et conduise une enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

Pour mémoire, la DUP initiale comportait des mises en compatibilité des documents d'urbanisme des communes traversées, dont le PLU de la commune de Montpellier. Les modifications proposées dans le cadre de la procédure de mise en compatibilité du PLU portent sur la modification des emplacements réservés interceptés par la section modifiée de la Ligne 5, à savoir :

- réduire les emplacements réservés C4, C109, C1369, C102, C56a, C56b, C126a avec un changement de bénéficiaire en faveur de la Métropole ;
- créer les emplacements réservés C259, C260, C261, C262, C263, C264, C265, C266, C267, C268, C269 au profit de la Métropole.

La réunion d'examen conjoint s'est tenue le 27 novembre 2020, en présence des services de la Préfecture, de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM34), de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat (CMA), du Département Développement et Aménagement Durables du Territoire de la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole, de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole, et de la Direction Technique et Transports des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM).

Après discussion et échanges, les participants ont conclu à un avis favorable sans réserve, à l'unanimité des présents, sur le dossier de mise en compatibilité.

Complémentairement, l'autorité environnementale a été saisie pour avis le 10 février 2020. Dans ce cadre, la mission régionale d'autorité environnementale de la Région Occitanie a considéré, par avis formulé le 8 juin 2020, qu'elle confirmait la dispense de réalisation d'une évaluation environnementale conformément à sa décision du 24 janvier 2020, relative au dossier de mise en compatibilité du PLU au titre de la déclaration de projet déposée le 28 novembre 2019 par les Transports de l'Agglomération de Montpellier. Le Commissaire enquêteur prend note de ces deux avis qui confirment la dispense de réalisation d'une évaluation environnementale.

L'autorité environnementale a également été saisie pour avis le 8 juillet 2020. Par avis du 28 août 2020, la mission régionale d'autorité environnementale de la Région Occitanie, en application des dispositions de l'article L. 122-14 du Code de l'environnement, a considéré, que le projet globalement est de nature à améliorer la situation existante, notamment en termes de bruit, de trafic automobile et de requalification urbaine au droit du tracé modifié et que l'étude d'impact comprend les éléments prévus à l'article R. 122-5 du Code de l'environnement, tout en formulant des recommandations. Pour y répondre, Montpellier Méditerranée Métropole a produit une note en réponse, jointe au dossier d'enquête publique, reprenant chacune des observations de l'autorité environnementale. Au vu des réponses apportées, Monsieur le Commissaire enquêteur a considéré que le maître d'ouvrage a pris en compte les observations et recommandations de l'autorité environnementale et y a apporté des réponses.

A la suite de la réunion d'examen conjoint des PPA et à l'avis de l'autorité environnementale, le projet a été soumis à enquête publique diligentée par Monsieur le Préfet, du 29 décembre 2020 au 28 janvier 2021 inclus. 393 contributeurs ont déposé 458 observations.

Chacune des observations formulées pendant l'enquête publique a fait l'objet d'une réponse argumentée par Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre d'un mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse transmis par le Monsieur le Commissaire enquêteur le 4 février 2021. Monsieur le Commissaire enquêteur a reporté chacune des réponses dans son rapport.

Dans ce contexte, considérant son avis favorable sur la demande de Déclaration d'Utilité Publique Modificative (DUPM), considérant que les modifications à apporter au PLU sont nécessaires, indispensables et suffisantes pour la mise en œuvre du projet tel qu'il a été présenté à l'enquête publique modificative, et considérant que le PLU, tel que mis à jour, demeure compatible à son PADD et aux orientations du SCoT de la Métropole qui lui est opposable, Monsieur le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve quant à la demande de mise en compatibilité du PLU.

Conformément à l'article R. 153-14 du Code de l'urbanisme, le dossier de mise en compatibilité du PLU, le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint ont été soumis pour avis par le Monsieur le Préfet à Montpellier Méditerranée Métropole le 27 avril 2021.

**En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :**

- De prendre acte du rapport et des conclusions de Monsieur le Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique modificative relative à la modification du tracé de la Ligne 5 de tramway emportant mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier ;
- D'émettre un avis favorable quant au projet de mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier relatif au projet de tracé modificatif de la Ligne 5 de tramway ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 18/06/21

Pour extrait conforme,

**Monsieur Le Président**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

Publiée le : 18 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210607-160847-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 18/06/21

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- plan.pdf

- Affaire DUP annexe Piece I - 8A110-RAP-MOE-3009864-D\_Mise en compatibilite PLU\_HS\_DPA\_13102020\_PDF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.